

LE DROIT DES *MACHINTECHS* (*FinTech, LegalTech, MedTech...*)

États des lieux et perspectives

Sous la coordination d'Alexandre Cassart

Alexandre Cassart
Anne Catteau
Fanny Coton
Samuel Delcominette
Florian Ernotte
Nicolas Hamblenne
Pauline Limbrée
Virginie Ronneau
Adrien van den Branden

larcier

WBBJ
JEUNE BARREAU DU BRABANT WALLON

Collection de la Conférence du Jeune Barreau du Brabant wallon

Sommaire

Préface	7
 1. Les données, des armes de déduction massive (données massives, recherche scientifique, profilage et décision automatisée à l'ère du Règlement Général sur la Protection des Données)	 9
Section 1. Position du problème	10
Section 2. Champ d'application du Règlement Général sur la Protection des Données	12
Section 3. Application du Règlement Général sur la Protection des Données	22
 2. <i>FinTech</i> : l'art délicat de la disruption	 79
Section 1. <i>FinTech</i> – Approche de la notion	81
Section 2. Quelques grandes catégories de <i>FinTech</i> et le cadre juridique belge applicable	85
Section 3. La chaîne de blocs – <i>Blockchain</i>	90
 3. <i>LegalTech</i> : entre menaces et opportunités pour les professionnels du droit	 101
Section 1. Les <i>LegalTechs</i>	102
Section 2. Les défis	112

4. Voitures connectées et <i>big data</i> : la course folle	137
Section 1. Voiture connectée vs voiture autonome	139
Section 2. Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) appliqué à la voiture connectée et enjeux pour le secteur automobile	142
Section 3. <i>Big data</i> vs principe de proportionnalité : je t'aime, moi non plus ?	145
Section 4. <i>Start-ups</i> vs acteurs historiques : le modèle de la disruption	149
5. <i>InsurTech</i> – entre formalisme législatif et flexibilité numérique	153
Section 1. L'importance grandissante des <i>InsurTechs</i>	154
Section 2. Les obstacles juridiques de l' <i>InsurTech</i> et les solutions flexibles éventuelles	155
6. La responsabilité civile en matière de dispositifs médicaux : évolutions récentes	181
Section 1. Le cadre européen actuel en matière de dispositifs médicaux	184
Section 2. Les recours de la victime	191
Section 3. Et demain ? Le règlement européen 2017/745 et son incidence sur les responsabilités.	207

Table des matières

Sommaire	5
Préface	7

1

Les données, des armes de déduction massive (données massives, recherche scientifique, profilage et décision automatisée à l'ère du Règlement Général sur la Protection des Données)	9
---	---

FANNY COTON

PAULINE LIMBREE

Section 1. Position du problème	10
§ 1. Constat	10
§ 2. Risques	11
Section 2. Champ d'application du Règlement Général sur la Protection des Données	12
§ 1. Notion de données à caractère personnel	12
§ 2. Identifiabilité	13
§ 3. Agrégation	14
§ 4. Anonymisation	15
§ 5. Risque de réidentification	16
§ 6. Conclusion quant à la notion de données à caractère personnel	21
Section 3. Application du Règlement Général sur la Protection des Données	22
§ 1. Comment cette problématique est-elle appréhendée par le Règlement Général sur la Protection des Données ?...	22
I. Quantité de données	22

II. Modalités de traitement	23
A. Profilage	23
B. Décision automatisée	24
§ 2. Application des principes généraux du Règlement Général sur la Protection des Données à l'analyse massive des données	28
I. Rôles	29
II. Finalité	30
III. Fondement juridique	31
A. Exécution d'un contrat	32
B. Obligation légale	33
C. Mission d'intérêt public	33
D. Intérêt légitime	33
E. Consentement	36
F. Données particulières	37
G. Fondements applicables au profilage	40
H. Fondements applicables aux décisions exclusivement automatisées	42
IV. Traitement ultérieur	43
A. Principe	43
B. Traitement ultérieur à des fins scientifiques ou statistiques .	45
V. Tentative de synthèse	50
VI. Minimisation	51
VII. Durée de conservation	52
VIII. Désignation d'un délégué à la protection des données	52
IX. Réalisation d'une analyse d'impact	56
A. Quand ?	56
B. Contenu de l'analyse d'impact	60
C. Droits des personnes concernées	64
1. Droit à l'information	64
1.1. En général	64
1.2. Transparence des algorithmes	66
1.3. Décisions exclusivement automatisées	68
1.4. Fins scientifiques ou statistiques	69
2. Droit d'accès et de rectification	70
2.1. De façon générale	70
2.2. Garanties face à des décisions exclusivement automatisées	70
2.3. Fins scientifiques ou statistiques	72
3. Opposition	73
4. Droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)	74
5. Limitation de traitement	75
6. Portabilité	76
D. Représentation et droits collectifs ?	76
Conclusion	77

FinTech : l'art délicat de la disruption..... 79

ALEXANDRE CASSART

Introduction..... 80

Section 1. FinTech – Approche de la notion 81

§ 1. Présentation générale 81

§ 2. L'avènement des *FinTechs*, révélateur d'une conjoncture particulière..... 82

§ 3. Les rôles traditionnellement dévolus aux services financiers .. 83

§ 4. Proposition de définition..... 85

Section 2. Quelques grandes catégories de FinTech et le cadre juridique belge applicable 85

§ 1. Le financement participatif – *Crowdfunding* 85

I. Le financement participatif avec rémunération en nature –

Modèle *Kickstarter* 85

A. Concept..... 85

B. Cadre juridique 85

II. Les financements participatifs de type financier 86

A. *Crowdlending*..... 86

B. Les financements impliquant une prise de participation ou *Equity Crowdfunding*..... 86

III. Aperçu du cadre juridique 87

§ 2. *Robo-Advisors* 88

§ 3. L'ouverture des données bancaires 89

Section 3. La chaîne de blocs – *Blockchain*..... 90

§ 1. Présentation 90

I. Historique..... 91

§ 2. Fonctionnement 93

§ 3. Quelques exemples d'applications..... 94

I. *Bitcoin* et autres crypto-actifs 94

II. *Smart Contracts*..... 94

III. *Initial Coin Offering* 95

IV. Des registres sécurisés et décentralisés 96

§ 4. Législation applicable 96

I. *Bitcoin* et autres crypto-actifs 96

II. ICO – *Initial Coin Offering* 98

Conclusions 98

LegalTech : entre menaces et opportunités pour les professionnels du droit 101

FLORIAN ÉRANOTTE

ADRIEN VAN DEN BRANDEN

Introduction : le constat	102
Section 1. Les LegalTechs	102
§ 1. Définition et tentatives de classification	102
§ 2. Offre de services aux justiciables	104
I. la mise en relation entre justiciables et avocats (la « marketplace »)	105
II. Les documents standardisés	106
III. Les services « contentieux »	106
IV. Le conseil juridique	107
V. Les contrats intelligents (la « Blockchain » et les « Smart Contracts »)	107
§ 3. Offre de services aux professionnels du droit	109
I. La veille juridique	109
II. Les moteurs de recherche	110
III. Les outils de justice prédictive	110
Section 2. Les défis	112
§ 1. Les défis de l'avocat	112
I. la responsabilité	113
II. la publicité	114
III. la prestation de services en ligne	118
IV. Le libre choix de l'avocat	120
V. le secret professionnel et la confidentialité	120
VI. l'innovation	122
§ 2. Les défis de société	124
I. l'adéquation du marché juridique à l'économie de plateforme. ...	124
II. la notation des avocats	126
§ 3. La robotisation de la justice	127
I. Le logiciel <i>Compas</i>	128
II. Les enjeux de la justice prédictive	129
III. L'utilisation des algorithmes par le juge	132

IV. L'utilisation des algorithmes par les avocats	134
Conclusion.	135

4

Voitures connectées et <i>big data</i> : la course folle...	137
--	-----

NICOLAS HAMBLÉNNE

Introduction.	138
Section 1. Voiture connectée vs voiture autonome	139
Section 2. Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) appliqué à la voiture connectée et enjeux pour le secteur automobile	142
§ 1. Données personnelles	142
§ 2. Droits des personnes concernées.	143
Section 3. <i>Big data</i> vs principe de proportionnalité : je t'aime, moi non plus ?	145
§ 1. Le consentement	146
§ 2. L'intérêt légitime	147
Section 4. <i>Start-ups</i> vs acteurs historiques : le modèle de la disruption	149
Conclusion.	151

5

<i>InsurTech</i> – entre formalisme législatif et flexibilité numérique	153
--	-----

ANNE CATTEAU

SAMUEL DELCOMINETTE

Section 1. L'importance grandissante des <i>InsurTechs</i>	154
Section 2. Les obstacles juridiques de l' <i>InsurTech</i> et les solutions flexibles éventuelles	155
§ 1. Le formalisme de la souscription du contrat d'assurance	155
I. Introduction.	155
II. Exigences prévues par le Code de droit économique.	156

III. Souplesse dans la manifestation du consentement du consommateur d'assurance : existe-t-il un cadre juridique pour la signature électronique ?	157
IV. Une Loi sur les Assurances technologiquement neutre est-elle nécessaire ?	159
V. Conclusion sur la signature électronique à la souscription du contrat d'assurance	161
§ 2. Le principe de l'annualité des contrats d'assurance	162
I. Introduction	162
II. Principes en matière d'annualité du contrat d'assurance et de reconduction tacite	163
III. Le contrat d'assurance avec paiement d'une prime pluriannuelle	164
IV. Information à l'égard des preneurs d'assurance et respect des règles de conduite MIFID	166
V. Conclusion sur le contrat avec prime et couverture pluriannuelles	166
§ 3. Le formalisme du recommandé en cas de résiliation	167
I. Introduction	167
II. Solutions envisageables	168
III. Conclusion sur le recommandé électronique en cas de résiliation	171
§ 4. La conservation des documents	172
I. Introduction	172
II. Quels obstacles pour l'archivage électronique ?	173
III. Le règlement et la loi eIDAS	174
A. Suppression de la discrimination entre papier et digital	175
B. Distinction : service qualifié et non qualifié	176
C. Exploitation d'un service d'archivage qualifié « pour son propre compte »	178
D. Le risque inhérent à la fin des activités	178
IV. Conclusion sur l'archivage électronique	179
Conclusion	180

La responsabilité civile en matière de dispositifs médicaux : évolutions récentes. 181

VIRGINIE RONNEAU

Introduction. 182

Section 1. Le cadre européen actuel en matière de dispositifs médicaux 184

Section 2. Les recours de la victime 191

§ 1. La responsabilité contractuelle du fabricant. 191

§ 2. La responsabilité du fait des produits défectueux. 193

§ 3. La responsabilité aquilienne du fait personnel 200

I. Responsabilité du fabricant 201

II. Responsabilité du mandataire 202

III. Responsabilité de l'autorité chargée de la surveillance du marché. . . 203

IV. Responsabilité de « l'organisme notifié » 204

Section 3. Et demain ? Le règlement européen 2017/745 et son incidence sur les responsabilités. 207

§ 1. Volonté du législateur européen et effet direct. 207

§ 2. Cadre juridique 208

I. Les nouvelles obligations à charge des opérateurs économiques. . 208

II. Le renforcement des pouvoirs des organismes notifiés, acteurs et objets de mesures de contrôle 214

III. La surveillance du marché par les autorités compétentes et la mise en place d'un programme européen de surveillance 216

IV. Règles de responsabilité civile et indemnisation de la victime .. 217

V. Preuve. 219

Conclusion. 221

Table des matières. 223